

**DELIBERATION N°2022.12.04**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 15 DECEMBRE 2022**

L'an Deux Mille Vingt-deux, le quinze décembre, à 20 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, M CHAVET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, M ANDREO, M BRIZE, M CHETAIL.

**Pouvoirs :**

M DECEUR donne pouvoir à M ZWISLER  
M PALTRINIERI donne pouvoir à M FAVIER  
Mme COLLET donne pouvoir à M JOLY  
Mme RAMPON donne pouvoir à Mme CARANO  
Mme PIERI donne pouvoir à M PHULPIN  
M BERNON donne pouvoir à Mme REIX  
Mme JANODY donne pouvoir à Mme SIMON

**Excusée :** Mme SEGURA

Date de Convocation du Conseil Municipal : 08 décembre 2022

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

Nombre de Conseillers : 29      En Exercice : 29      Présents : 21      Votants : 28

**INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (I.H.T.S.)**

M le Maire expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de délibérer pour désigner les cadres d'emplois bénéficiant des indemnités horaires pour les travaux supplémentaires.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

VU l'avis du Comité Technique en date du 24 octobre 2022,

VU les crédits inscrits au budget,

L'exposé du Maire entendu,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (M Andreo absent à ce vote),

Le Conseil :

- DECIDE d'instituer selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

**Bénéficiaires de l'I.H.T.S.**

Filière	Cadre d'emplois	Fonctions ou service (le cas échéant)
Administrative	Rédacteurs territoriaux Adjoints administratifs territoriaux	Service administratif
Sociale	Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	Service scolaire
Sportive	Educateurs des activités physiques et sportives	Service scolaire

Technique	Techniciens territoriaux Agents de maîtrise Adjointes techniques	Service technique Service scolaire
Animation	Adjointes d'animation territoriaux	
Culturelle	Adjointes du patrimoine	Service culture
Police Municipale	Gardien-Brigadier Brigadier-Chef principal Chef de service	Service police municipale

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent. Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique (CT). A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation du CT, pour certaines fonctions.

#### Pour les **agents à temps non complet**,

La collectivité décide de calculer les IHTS selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures.

Au-delà des 35 heures, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60.

L'attribution d'I.H.T.S. aux agents bénéficiaires de la concession d'un logement par utilité ou nécessité de service est possible.

#### **Agents contractuels**

Précise que les dispositions des primes et indemnités faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

#### **Périodicité de versement**

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

#### **Clause de revalorisation**

Précise que les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

#### **Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront à la date de transmission de la délibération au contrôle de légalité, en regard du principe de non-rétroactivité d'un acte réglementaire et de son caractère exécutoire dès lors qu'il a été procédé à la transmission de cet acte au représentant de l'Etat dans le département)

#### **Crédits budgétaires**

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 15 décembre 2022

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

